

## ECONOMIE

# Selon la Banque mondiale, les « pays en développement » sont pris au piège d'une nouvelle crise de la dette

ERIC TOUSSAINT / 27 DÉCEMBRE 2023



**Le dernier rapport de la Banque mondiale sur les dettes des « pays en développement », publié le 13 décembre 2023 [1], révèle une réalité alarmante : en 2022, l'ensemble des pays en développement ont dépensé un montant record de 443,5 milliards de dollars pour assurer le paiement de leur dette publique extérieure. Pour cette même année 2022, les 75 pays à bas revenus qui ont accès aux crédits de l'Association internationale de développement (IDA), l'institution de la Banque mondiale qui octroie des crédits aux pays les plus pauvres, ont payé à leurs créanciers un montant record de 88,9 milliards de dollars. La dette externe totale de ces 75 pays a atteint un montant record de 1 100 milliards de dollars, soit plus du double du niveau de 2012. Selon le communiqué de la Banque mondiale, entre 2012 et 2022, ces pays ont vu leur dette extérieure augmenter de 134 %, un taux supérieur à celui de l'augmentation de leur revenu national brut (RNB), qui a été de 53 %.**

## BOUTIQUE



Israël, Les 100 pires citations

15,00 €

JEAN-PIERRE BOUCHÉ, MICHEL COLLON



L'État voyou

18,00 €

WILLIAM BLUM



Fabriquer un consentement – La gestion politique des médias de masse

20,00 €

EDWARD HERMAN, NOAM CHOMSKY



TOUS NOS OUVRAGES

## ARTICLES LES + LUS

[La mort d'Israël](#)

CHRIS HEDGES

[Ukraine, la guerre des images. 50 exemples de désinformation – Références complètes](#)

LA RÉDACTION

[Israël et les États-Unis envisagent une déportation totale de Gaza](#)

MARC VANDEPITTE

[Les États-Unis annoncent une opération navale visant le Yémen et l'Iran](#)

ANDRE DAMON

[Des experts à l'ONU l'affirment : Israël commet un génocide à Gaza](#)

**La BM** ajoute : « La flambée des **taux d'intérêt** a accentué les vulnérabilités liées à la **dette** dans tous les pays en développement. Rien qu'au cours des trois dernières années, on a compté 18 défauts de paiement souverains dans dix pays en développement, soit plus que le nombre enregistré au cours des deux décennies précédentes. À l'heure actuelle, environ 60 % des pays à faible revenu sont exposés à un risque élevé de surendettement ou sont déjà dans cette situation. »

La Banque mondiale, en conséquence, tire la sonnette d'alarme : une nouvelle crise de la dette a démarré. Des sommes énormes sont dépensées pour rembourser les créanciers et cela au détriment de la satisfaction des besoins grandissants de centaines de millions de personnes qui ont un besoin vital d'aide. Rappelons que, selon un autre rapport de la Banque mondiale cité par le *Financial Times* [2], entre 2019 et 2022, plus de 95 millions de personnes supplémentaires sont tombées dans l'extrême pauvreté.

La Banque mondiale reconnaît que les prêteurs privés ont commencé en 2022 à fermer le robinet des crédits aux PED tout en pressant au maximum le citron pour obtenir le plus de remboursements. En effet, selon la BM, les nouveaux crédits octroyés par les prêteurs privés aux pouvoirs publics des pays en développement ont chuté de 23 %, ayant été ramenés à 371 milliards de dollars, soit leur plus bas niveau en dix ans. Par contre, ces mêmes créanciers privés ont récolté 556 milliards de dollars sous forme de remboursement. Cela signifie qu'en 2022, ils ont perçu 185 milliards de dollars de plus en remboursements que ce qu'ils en ont décaissé en prêts. Toujours selon la Banque mondiale, c'est la première fois depuis 2015 que les créanciers privés recevaient plus de fonds qu'ils n'en injectaient dans les pays en développement.

La Banque mondiale n'explique pas comment on en est arrivé là car cela impliquerait de remettre en cause le modèle et le système économique dont elle fait la promotion et qu'elle considère comme étant la seule option possible. Cela l'obligerait également à pointer clairement la culpabilité des banques centrales d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale, et donc des autorités des principales puissances occidentales qui dominant tant la Banque mondiale que le **FMI**.

## **Comment expliquer l'actuelle crise de la dette qui affecte les maillons les plus faibles de l'économie capitaliste mondiale ?**

Pour comprendre la crise actuelle, il faut revenir sur ce qui s'est passé au cours des 15 dernières années.

**À partir de 2010–2012, la réduction progressive des taux d'intérêt au Nord a réduit le coût de la dette au Sud.** Les banques centrales des pays les plus industrialisés ont procédé à une baisse des taux d'intérêt en les amenant à 0%. Cette politique visait à maintenir à flot les **marchés financiers** en particulier et les grandes entreprises privées en général. Il s'agissait également de rendre la dette publique du Nord

plus facilement gérable et refinançable. Cette politique de taux très bas pratiquée par les grandes puissances capitalistes a encouragé le financement des dépenses par la dette et a produit une très forte augmentation des dettes tant publiques que privées au Nord comme au Sud de la planète. Elle a entraîné une baisse du coût du refinancement pour les pays en développement. Ce financement à bas coût, combiné à l'afflux de capitaux du Nord à la recherche de meilleurs rendements face aux taux d'intérêt bas au Nord, et à des recettes d'exportation élevées (car le prix des matières premières exportées du Sud vers le Nord restait élevé), ont donné aux gouvernements des pays en développement, y compris les plus pauvres, une dangereuse impression de sécurité. Des pays pauvres d'Afrique subsaharienne qui n'avaient jamais eu l'occasion d'imprimer et de vendre des titres de leurs dettes souveraines sur les marchés financiers internationaux ont pu facilement trouver acquéreurs pour leurs titres de dette. Les fonds d'investissements et les banques du Nord ont acheté les titres du Sud car ils offraient un meilleur rendement que les titres du Trésor américain, que les titres japonais, allemands, français ou d'autres pays européens, tous proches de 0% ou ne dépassant pas 2 à 3%.

**Sans difficulté, des pays pauvres ont émis et ont vendu des titres de leur dette externe sur les marchés internationaux.** Le Rwanda est un cas emblématique. Alors qu'il est un des pays les plus pauvres de la planète et qu'il a été marqué par le génocide de 1994, il a pu pour la première fois de son existence émettre des titres de sa dette souveraine et les vendre à Wall Street. Cela a été le cas en 2013, en 2019, en 2020 et en 2021. De même pour le Sénégal qui a pu émettre 6 emprunts internationaux entre 2009 et 2021, au cours des années 2009, 2011, 2014, 2017, 2018 et 2021. L'Éthiopie, pays également très pauvre a pu émettre un emprunt international en 2014. Le Bénin y a eu accès plus récemment et a émis 3 emprunts sur les marchés internationaux en 2019, 2020 et 2021. La Côte d'Ivoire, sortie d'une situation de guerre civile il y a à peine quelques années, a également émis des titres chaque année de 2014 à 2021, alors qu'elle fait également partie des [pays pauvres très endettés](#). On peut également mentionner les emprunts du Kenya (2014, 2018, 2019, 2021), de la Zambie (2012, 2014, 2015), du Ghana (2013 à 2016, 2018 à 2021), du Gabon (2007, 2013, 2015, 2017, 2020, 2021), du Nigeria (2011, 2013, 2014, 2017, 2018, 2021, 2022), de l'Angola (2015, 2018, 2019, 2022) et du Cameroun (2014, 2015, 2021). Du jamais vu au cours des 60 dernières années. Cela témoigne d'une situation internationale qui était tout à fait particulière : les investisseurs financiers du Nord disposaient d'énormément de [liquidités](#) et face à des taux d'intérêt très bas dans leur région, ils étaient à l'affût de rendements intéressants. Le Sénégal, la Zambie et le Rwanda promettaient un rendement de 6 à 8 % sur leurs titres : du coup, ils attiraient des sociétés financières qui cherchaient à placer provisoirement leurs liquidités même si les risques étaient élevés. Les gouvernements des pays pauvres sont devenus

euphoriques et ont tenté de faire croire à leur population que le bonheur était au coin de la rue, alors que la situation pouvait dramatiquement se retourner. La presse internationale a parlé d'afro optimisme succédant à l'afro pessimisme [3]. Les dirigeants africains se sont vantés de leur succes story, attribuée à leur capacité à s'adapter à la [mondialisation](#) néolibérale, à l'ouverture des marchés. La Banque mondiale, le FMI et la Banque africaine de développement (BAfD) les ont félicités. Or, ces gouvernants ont accumulé des dettes de manière tout à fait exagérée sans consulter les citoyen·nes de leur pays. Quand les banques centrales ont décidé, à partir de 2022, d'augmenter les taux d'intérêt, la situation financière s'est brutalement détériorée

## À partir des années 2020, l'engrenage vers une nouvelle grande crise de la dette

La combinaison de la pandémie, des effets de la guerre en Ukraine, de l'[inflation](#) et des hausses de taux d'intérêt des banques centrales des pays les plus industrialisés a déclenché une nouvelle crise de la dette dans l'ensemble des pays du Sud. Depuis 2020 et surtout 2022, nous sommes dans une nouvelle conjoncture, une nouvelle crise de la dette aux proportions énormes qui a été causée par quatre chocs pour le capitalisme mondial. **Ce sont tous des chocs exogènes aux pays les plus pauvres.** Tout d'abord, la pandémie de coronavirus, qui a provoqué des décès massifs dans le monde entier, des confinements généralisés, des ruptures de chaînes d'approvisionnement...

Deuxièmement, la crise économique aggravée par la pandémie. Celle-ci a sapé les économies des pays en développement, de l'Amérique latine à l'Asie en passant par l'Afrique. Des pays comme le Sri Lanka et Cuba, qui avaient adopté une stratégie économique basée sur le tourisme, ont été particulièrement touchés par l'arrêt des transports aériens.

L'interaction de ces deux chocs a jeté les bases de la nouvelle crise de la dette souveraine. Au moment même où les États ont dû augmenter leurs dépenses publiques pour faire face à la pandémie, leurs économies sont entrées en [récession](#), tarissant les recettes fiscales. En conséquence, la dette souveraine a explosé.

Le troisième choc a été l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022. Elle a immédiatement déclenché des hausses spéculatives massives des prix des céréales comme le blé. On peut parler de hausse spéculative parce que pendant les premiers mois de la guerre, les stocks de céréales de l'Ukraine et de la Russie n'ont pas diminué. Or les prix des céréales ont littéralement flambé. Ensuite, les exportations ont été interrompues, ce qui a eu pour effet d'étouffer les approvisionnements et de faire grimper les prix encore davantage, jusqu'à ce qu'un accord soit orchestré pour permettre la reprise des expéditions. Accord remis en cause depuis fin juillet 2023. Il y a également eu une flambée des prix des engrais chimiques ainsi que du

pétrole et du gaz.

Les prix ont grimpé dans le monde entier, en particulier dans les pays qui importaient la majeure partie de leurs denrées alimentaires, les engrais et les combustibles. Dans les pays d'Asie et d'Afrique, l'inflation a pesé lourdement sur les populations, déjà appauvries par la récession. Un très grand nombre de personnes n'ont pas pu faire face à l'augmentation du prix des denrées alimentaires et des combustibles.

Le quatrième choc et **certainement le plus important** a été la décision unilatérale de la Réserve fédérale américaine, de la [Banque centrale](#) européenne et de la Banque d'Angleterre de relever leurs taux d'intérêt. Aux États-Unis, la Fed a relevé ses taux de près de 0 à plus de 5 %, la Banque d'Angleterre et du Canada ont fait de même tandis que la Banque centrale européenne les a portés à 4,5 %.

Ces hausses ont eu un effet dévastateur sur les pays du Sud. Des pays comme la Zambie et le Ghana, qui étaient considérés comme des *success story*, sont entrés en suspension de paiement. Les [fonds d'investissement](#), qui avaient acheté des [obligations](#) souveraines dans ces pays, se sont rendu compte que la hausse des taux d'intérêt dans le Nord signifiait qu'ils pouvaient obtenir un taux de rendement plus élevé en achetant de telles obligations aux États-Unis, en Europe et en Grande-Bretagne. Nous avons donc assisté à un rapatriement des capitaux financiers du Sud vers le Nord.

Pire encore, les fonds d'investissement ont dit aux États du Sud que s'ils voulaient refinancer leur dette, ils devraient payer des taux d'intérêt de 9 à 15 %, et dans certains cas jusqu'à 26% (comme dans le cas de la Zambie ou de l'Égypte [4]), faute de quoi les fonds n'achèteraient pas leurs obligations. Si les pays n'ont eu d'autre choix que d'accepter, nombre d'entre eux n'ont aucun moyen d'effectuer leurs paiements à des taux aussi élevés. Il en résulte une nouvelle crise de la dette souveraine.

«Entre 2008 et 2023, le fossé entre pays en développement et pays développés a encore augmenté contrairement à la mission confiées aux institutions de Bretton Woods et aux soi-disant bienfaits du capitalisme»

La Banque mondiale ne nie pas le rôle très négatif de la flambée des taux d'intérêt mais elle se garde bien de pointer du doigt la responsabilité des dirigeants des banques centrales des puissances qui dominent les deux institutions de Bretton Woods.

La Banque mondiale ne recommande pas aux gouvernements des pays endettés de se protéger en déclarant une suspension coordonnée des paiements de la dette. Or, selon le droit international, ils en ont parfaitement le droit. En effet, ils peuvent évoquer le changement fondamental de circonstances provoqué par les chocs externes provenant du Nord, en particulier la décision unilatérale des banques centrales d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale d'augmenter

radicalement les taux d'intérêt.

En cas de changement fondamental de circonstances et de chocs externes, il n'y a pas d'obligation de poursuivre l'exécution d'un contrat d'emprunt et de continuer à rembourser la dette.

Par ailleurs, la Banque mondiale n'assume pas non plus ses responsabilités. C'est elle qui, avec le FMI, a encouragé les pays aujourd'hui endettés à contracter un maximum de nouveaux emprunts et à ouvrir au maximum leurs économies, ce qui les a fragilisés par rapport aux chocs externes qui viennent de se succéder en trois ans.

Si on prend une perspective longue et qu'on fait un bilan de l'[action](#) de la Banque mondiale et du FMI qui sont nés il y a bientôt 80 ans, en 1944, on ne peut que constater l'échec complet de ces deux institutions multilatérales qui étaient censées permettre un solide développement et le plein emploi. On trouve d'ailleurs dans un important rapport présenté par le FMI en 2023 un aveu d'échec accablant. En effet, dans le World Economic Outlook d'avril 2023, le FMI affirme qu'il faudra 130 ans pour que les pays en développement réduisent de moitié le fossé qui sépare leur revenu par tête d'habitant de celui des pays développés. 130 ans pour réduire de moitié ce qui sépare le revenu per capita des pays en développement de celui des pays riches ! Cela a un moment où l'humanité est confrontée dans l'immédiat à des menaces à plus courte échéance pour son existence, à cause de la crise écologique qui a pris des proportions extrêmes. Mais le comble, c'est que dans le World Economic Outlook d'avril 2008, le FMI affirmait qu'il faudrait 80 ans pour réduire le fossé en question. La conclusion est simple : entre 2008 et 2023, le fossé entre pays en développement et pays développés a encore augmenté contrairement à la mission confiées aux institutions de Bretton Woods et aux soi-disant bienfaits du capitalisme.

Il faut également citer les politiques d'ajustement structurel qui ont mené à la privatisation des systèmes de santé aux Suds, et à une plus grande dépendance de ces pays aux céréales, [intrants](#) et autres produits importés. Ces politiques matraquées depuis plus de 40 ans ont complètement désarmé les pays des Suds pour faire face aux chocs extérieurs tels que la pandémie de Covid-19 ou la hausse mondiale du prix des céréales et des taux d'intérêt.

Il y a deux siècles, au début de la révolution industrielle capitaliste, la différence de revenu per capita entre pays appelés aujourd'hui en développement et pays développés était très faible. Le capitalisme victorieux aujourd'hui à l'échelle de la planète a augmenté comme jamais dans le passé le fossé entre nations. Sans parler du fossé au sein de chaque nation qu'elle soit du Sud ou du Nord entre le 1% le plus riche et les 50% d'en bas.

Il est grand temps de dissoudre la Banque mondiale et le FMI et de construire une autre architecture internationale respectueuse des droits humains et de la Nature. Il est grand temps de se débarrasser du

système capitaliste et de réaliser une révolution écosocialiste, internationaliste, féministe,...

## Notes

[1] Source : <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2023/12/13/developing-countries-paid-record-443-5-billion-on-public-debt-in-2022> |

Rapport complet est disponible ici : <https://www.worldbank.org/en/programs/debt-statistics/idr/products>

[2] Martin Wolf, "The global economy holds up yet limps on", 11 October 2023.

[3] CADTM, « Afrique, le piège de la dette et comment en sortir », décembre 2022, <https://www.cadtm.org/Afrique-le-piege-de-la-dette-et-comment-en-sortir>.

[4] L'évolution des rendements des titres souverains à 10 ans est disponible ici : <http://www.worldgovernmentbonds.com/country/puertorico/> On y voit que le rendement (yield) sur les titres à 10 ans de la Zambie et de l'Égypte atteint 26%, celui de la Turquie atteint 25%, celui du Kenya 18,5%, celui du Pakistan et de l'Ouganda, 16%.

---

Source : [CADTM](#)

*Les opinions exprimées dans les articles publiés sur le site d'Investig'Action n'engagent que le ou les auteurs. Les articles publiés par Investig'Action et dont la source indiquée est « Investig'Action » peuvent être reproduits en mentionnant la source avec un lien hypertexte renvoyant vers le site original. Attention toutefois, les photos ne portant pas la mention CC (creative commons) ne sont pas libres de droit.*

---

VOUS AVEZ AIMÉ CET ARTICLE ?

**L'info indépendante a un  
prix.  
Aidez-nous à poursuivre le  
combat !**

Mensuel

Une fois

500 €

100 €

50 €

30 €